

**COMMISSION de SURVEILLANCE
du SECTEUR FINANCIER****TÉLÉFAX - PAGE DE COUVERTURE****DESTINATAIRE****Nom:**

Monsieur Brouxel

Monsieur Bulach

Organisme/Société

Etude Wildgen & Partners

Téléfax:

40 44 09

EXPÉDITEUR :**Nom:**

Mme Karin WEIRICH

Téléphone:

26251 391

Téléfax:

26251 606

MESSAGE :**NOMBRE DE PAGES** (y compris cette page de couverture) :

3

DATE :

14.11.02

Prière de nous avertir d'urgence si le message n'est pas arrivé correctement !

Adresse postale : L-2991 Luxembourg

Siège : 110, route d'Arlon

e-mail: directioncssf@cssf.lu

Téléphone : (+352) 26 25 1 - 1 (central) Téléfax : (+352) 26 25 1 - 601 (direction) - 603 (banques) - 604/605 (OPC)

COMMISSION de SURVEILLANCE du SECTEUR FINANCIER

Réf.: AI/MAF. 2002/0950-KW/MJP

Luxembourg, le 14 novembre 2002

Etude Wildgen & Partners
Monsieur François BROUXEL
Monsieur Michel BULACH
69, boulevard de la Pétrusse
L-2014 LUXEMBOURG

FAX ET COURRIER

Concerne: Takieddine / Gemplus International S.A. ("Gemplus")

Messieurs,

Faisant suite à vos lettres des 8 octobre 2002, 18 octobre 2002, 4 novembre 2002 et 8 novembre 2002 et après analyse des éléments du dossier qui nous a été soumis, nous vous communiquons ci-après notre prise de position quant aux différents problèmes que vous avez soulevés dans vos courriers.

1. Tout d'abord, dans votre lettre du 8 octobre 2002, vous nous avez demandé de suspendre l'exercice des droits de vote attachés aux actions Gemplus International S.A. détenues par Texas Pacific Group ("TPG") et la famille Quandt. A ce sujet, nous vous informons que l'article 13 de la loi du 4 décembre 1992 sur les informations à publier lors d'une participation importante dans une société cotée en bourse (ci-après la loi concernant les participations importantes), prévoit que l'exercice des droits de vote afférents aux actions concernées, en l'occurrence les actions Gemplus, est suspendu aussi longtemps que les participations importantes soumises à l'obligation de déclaration n'ont pas été déclarées et publiées.

Dans ce contexte, vous alléguiez qu'il y a une action de concert entre TPG et la famille Quandt, de sorte que, d'après vous, les seuils prévus par la loi concernant les participations importantes ont été franchis et qu'une déclaration et une publication de participation s'imposaient. La question des actions de concert est visée à l'article 7 troisième tiret de la loi précitée, qui prévoit explicitement qu'un accord écrit doit exister entre les parties concernées. Le commentaire aux documents parlementaires sur l'article 7 précise quant à lui que le troisième tiret spécifie que l'accord doit être par écrit et qu'il oblige les contractants à adopter une politique commune durable vis-à-vis de la gestion de la société en question, les concertations

COMMISSION de SURVEILLANCE du SECTEUR FINANCIER

momentanées sans base juridique solide n'étant pas visées par cette disposition. Etant donné que, d'après nos informations, il n'existe pas d'accord écrit entre TPG et la famille Quandt, les conditions de l'action de concert telles que prévues par la disposition précitée ne sont pas remplies. Une déclaration et une publication de participation importante ne sont donc pas à faire.

2. D'autre part, vous prétendez que la recommandation de la Commission européenne du 25 juillet 1997 portant sur un code de conduite européen concernant les transactions relatives aux valeurs mobilières (ci-après le code de conduite européen) aurait été violée par le non-respect du principe de l'égalité de traitement de tous les détenteurs de valeurs mobilières. A cet égard, nous vous signalons que comme les actions de la société Gemplus International S.A. ne sont pas cotées à la Bourse de Luxembourg, le code de conduite européen n'est pas applicable au cas d'espèce.

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués.

COMMISSION DE SURVEILLANCE DU SECTEUR FINANCIER


Karin WEIRICH

Attaché de direction


Charles KIEFFER

Directeur